

LO (et la Fraction) : sincèrement dans le camp des travailleurs?

➤ Lutte Ouvrière a-t-elle vraiment opéré un « tournant droitier » ?

Expliquer par un « tournant droitier » le soutien apporté par LO au Parti dit Socialiste lors des élections de 2007 et 2008 peut paraître juste... de très loin. Mais, en réalité, cette explication n'a d'autre but que de masquer le fait que **la politique de LO est erronée depuis des décennies, et non pas seulement depuis quelques années**. LO est, en effet, une organisation « récidiviste » du soutien au Parti « Socialiste » et au Parti « Communiste » Français :

- lors des élections législatives qui ont suivi Mai 68 : appel à voter pour les candidats de la Fédération de la Gauche Démocrate et « Socialiste » (FGDS) et du Parti dit communiste

- aux présidentielles de 1974 : appel à voter pour François Mitterrand

- lors des présidentielles de 1981 : appel à voter « *sans illusion mais sans réserve (!)* » pour François Mitterrand (question : si LO n'avait aucune illusion sur Mitterrand, pourquoi a-t-elle appelé à voter pour lui – de surcroît, « *sans réserve* » ?) [\[1\]](#)

- lors des élections législatives de 1997 : appel à voter pour les candidats du P « S » et du P « C ». F. s'ils doivent affronter en duel un candidat du Front National [\[2\]](#)... Cette position est doublement erronée. D'une part, parce qu'appeler à voter pour le P « S » et le P « C » contre le FN revient à dédouaner ces deux partis de leurs propres politiques racistes : foyer pour immigrés rasé au bulldozer par le P « C » F, chasse aux sans-papiers orchestrée par le P « S » (construction des « centres de rétention administrative » à partir de 1981, expulsions de sans-papiers...). D'autre part, parce que cela revient à établir une distinction (étonnante) entre le RPR (l'actuelle UMP) et le FN (puisque LO n'appelle pas à voter pour la « gauche » en cas de duel « gauche » - RPR, seulement en cas de duel « gauche » - FN).

Pour justifier leur soutien au P « S », les militants LO mettent en avant le fait qu'ils ne veulent pas se couper des masses. L'argument ne tient pas du tout la route car – au risque d'enfoncer des portes ouvertes – les masses ne sont pas au P « S », qui compte moins de 200 000 adhérents (dont tous ne sont pas des salariés et dont une grosse partie n'a aucune activité militante). Les fois où les classes populaires votent pour ce parti, cela ne signifie pas qu'elles aient beaucoup d'illusions à son sujet : il s'agit d'un vote « par défaut », pour ce qu'elles pensent (à tort) être le « moins pire », sûrement pas d'un vote d'adhésion. En outre, les présidentielles de 2002 ont bien montré à quel point les « masses » n'avaient pas d'illusions dans le PS : à cette occasion, 88,8% des citoyens inscrits sur les listes électorales *n'ont pas* voté pour ce parti. Si on prend en compte le fait qu'il y avait en plus environ 4 millions de non-inscrits, c'est en fait moins de 10% des citoyens en âge de voter qui ont opté pour le PS le 21 avril 2002.

De toute façon, **même si les masses étaient pleines d'illusions au sujet du P « S », rien ne justifierait qu'une organisation qui se prétend révolutionnaire appelle à voter pour lui, puisque ce parti est – tout autant que l'UMP, le Modem, le FN – au service de la bourgeoisie.**

On ne peut simultanément se prétendre l'avant-garde du prolétariat et suivre les masses dans ce qu'elles ont de plus réactionnaire sous prétexte de ne pas vouloir se couper d'elles. Les communistes devraient normalement savoir que la vérité est révolutionnaire (comme disait Trotsky) et qu'ils ont tout à gagner à la dévoiler aux exploités. **L'extrême-gauche recrée des illusions au sujet de la social-démocratie (en se fourvoyant dans des appels à voter pour ses candidats ou – pire encore ! – dans la constitution de listes communes avec les « socialistes ») au lieu de rappeler son histoire honteuse et criminelle pour la discréditer définitivement :** soutien à la tuerie impérialiste de 14-18 (15 millions de prolétaires et de paysans sont morts pour permettre aux bourgeoisies européennes de déterminer laquelle d'entre elles aura la plus grande part du « gâteau » en Afrique), défense de l'Algérie française (Mitterrand : « *L'Algérie c'est la France* »), participation à la guerre contre l'Égypte en 1956 – décidée par le « socialiste » Guy Mollet, alors président du Conseil – en réaction à la nationalisation du canal de Suez par Nasser, aide apportée aux bouchers islamistes qui combattaient l'Armée Rouge en Afghanistan, alignement sur la position des anticommunistes primaires Ronald Reagan et Margaret Thatcher lors de la crise des euromissiles, attentat contre le Rainbow Warrior en 1985, participation à la guerre contre l'Irak en 1991 (autant de morts dans les bombardements de Bagdad qu'à Nagasaki en 1945...), implication dans le génocide rwandais, participation à la guerre de l'OTAN contre la Serbie en 1999, soutien à celle contre l'Afghanistan en 2001, privatisations massives (au moins autant que quand la droite est au pouvoir), aides colossales (des dizaines de milliards d'euros) au patronat, lois liberticides (« Loi sur la Sécurité Quotidienne » (LSQ) votée sous Jospin)...

Comment, malgré cette longue liste (pourtant loin d'être exhaustive) d'infamies, Lutte Ouvrière peut-elle s'obstiner à croire et faire croire que la social-démocratie serait encore dans notre camp ? Jospin lui-même déclarait textuellement en 2002 : « *Mon programme n'est pas socialiste.* » Que faut-il de plus aux camarades de LO pour qu'ils prennent acte du fait que le P « S » est un parti bourgeois et qu'ils adaptent leur ligne politique à cet état de fait ? **En 1938, Trotsky disait de la social-démocratie et du stalinisme qu'ils étaient les « ennemis mortels de la révolution prolétarienne »** [3] : ce qui était incontestablement vrai il y a 70 ans n'est que plus évident aujourd'hui ! Et il faut être sacrément habitué à avaler des couleuvres pour ne pas voir la contradiction entre l'étiquette officiellement révolutionnaire de LO et ses appels à voter pour des « ennemis mortels de la révolution prolétarienne » !

➤ **La ligne politique de LO: hors des syndicats, point de salut!**

LO ne peut pas concevoir une mobilisation des salariés autrement qu'à l'appel des syndicats et sous leur direction. L'organisation affiche une tendance inquiétante à « couvrir » les bureaucraties syndicales. L'organisation n'a pas mis en avant, dès l'élection de Sarkozy, le mot d'ordre (qui ne « coûte » pourtant pas cher) de rupture des négociations des syndicats avec le patronat et le gouvernement. LO ne s'étend pas non plus sur les trahisons des directions syndicales... elle n'ose d'ailleurs pas employer le mot « trahison ».

Cette tendance à épargner les bureaucraties syndicales se retrouve aussi chez certain « simples militants », même à la Fraction. Ainsi, au sujet des grèves des cheminots de l'automne

2007, une camarade se montrait réticente à parler de trahison, préférant expliquer l'échec du mouvement par le manque de « combativité » des salariés de la SNCF. Pourtant, la CGT (de loin le premier syndicat à la SNCF) n'avait au départ prévu qu'une seule journée de grève, le 18 octobre. Et selon les propres chiffres de la direction, il y a eu plus de 72% de grévistes ce jour-là, dont un certain nombre ont continué la grève les jours suivants contre l'avis de la plupart des syndicats. **Quel pourcentage de grévistes faudra-t-il donc atteindre pour que LO se sente autorisée à dire que le problème vient plus des directions syndicales que du manque de combativité des salariés ? 99% ? 101% ?** Les syndicats ont fini par appeler à une grève reconductible en novembre, tout en annonçant dès le début de cette grève qu'ils allaient négocier les conditions de la contre-réforme des retraites avec le gouvernement. Malgré cette annonce de nature à démoraliser les grévistes, il a fallu plusieurs jours aux syndicats pour mettre fin à la grève. Un journaliste déclarait ainsi sur Euronews le 16 novembre dernier : « *Les syndicats avaient bon espoir de reprendre le travail mais la base rechigne.* » Difficile d'être plus explicite ! Et c'est un laquais de la bourgeoisie qui le dit ! Patrick Devedjian, secrétaire général de l'UMP, a même félicité le dirigeant de la CGT pour l'aide apportée au gouvernement durant les grèves à la SNCF : « *ce que fait Bernard Thibault, c'est **courageux**, c'est réaliste* » (dépêche AFP, jeudi 15 novembre, 08h49). N'en jetez plus...

Au printemps 2008, à l'approche d'une journée de grève à la SNCF, nous avons organisé deux diffusions de tracts à destination des cheminots (à Rennes). Les tracts appelaient à « dépasser les mots d'ordre des directions syndicales, lesquelles s'accrochent à une humanisation impossible du capitalisme ». Nous avons proposé à la Fraction de se joindre à cette initiative. Le camarade parlant au nom de toute la Fraction de Rennes a refusé, en mettant notamment en avant le fait que le tract était trop flatteur pour les cheminots (le tract mentionnait, outre leur participation à de grandes grèves contre les capitalistes, leur rôle dans la lutte contre le nazisme – rôle que le camarade remettait en question). Pourtant, comme le notait un militant syndicaliste révolutionnaire sur son site (<http://www.syndicaliste.fr/>), dans un article consacré aux grèves d'octobre et novembre 2007 : « *Au cours de discussions, il est courant d'entendre des Cheminots affirmer qu'ils n'osent pas dire quel est leur métier. Alors quand on a déjà honte de ce que l'on est, de son travail, il est d'autant plus dur d'avoir l'envie de le défendre.* » (cf. <http://syndicaliste.phpnet.org/spip.php?article342>). Précisons que ce militant syndicaliste révolutionnaire sait d'autant mieux de quoi il parle qu'il travaille à la SNCF, à Rennes également. Donc pendant que les « révolutionnaires » de la Fraction refusent de participer à la diffusion d'un tract jugé trop flatteur pour les salariés de la SNCF, un syndicaliste – beaucoup mieux informé qu'eux – déplore que certains cheminots aient honte de leur profession. Cherchez l'erreur...

A l'approche de chaque journée de manifestation programmée par les bureaucraties syndicales, les éditos d'Arlette Laguiller dans *Lutte Ouvrière* ont pour thème: il faut que la journée d'action soit un succès, pour pousser les directions syndicales « à organiser vraiment une lutte d'ensemble » (l'expression est de Laguiller), à aller plus loin qu'elles ne le souhaiteraient. Deux remarques s'imposent ici :

- en Mai 68, lors des grèves de 1995, de 2003, de 2006, les directions syndicales sont déjà allées (beaucoup) plus loin qu'elles le souhaitaient, puisqu'elles ont dû appeler à des journées de grèves rapprochées et, dans certains cas, à des grèves reconductibles. Mais ces mouvements où les bureaucraties syndicales, bien que « débordées », restent les *interlocutrices* du gouvernement (donc de la bourgeoisie) n'ont jamais mené à des révolutions prolétariennes (ni en France ni dans aucun autre pays riche). Pour ce qui concerne la France : en 1968 (cas le plus « favorable »), les grévistes ont obtenu des augmentations de salaires ; en 1995 et en 2006, ils ont obtenu le retrait d'une loi (voire seulement d'une partie d'une loi) ; en 2003, ils n'ont rien obtenu du tout. **Il n'y absolument aucune raison de croire que les syndicats iront plus « loin » lors des futurs grands mouvements de grève que dans les précédents. Et aussi « loin » qu'iront les bureaucraties syndicales, elles ne sortiront jamais des limites du trade-unionisme, elles n'abandonneront pas leur posture défensive de résistance à la classe dominante dans le cadre même du capitalisme** (ce qui passe par aider les salariés à vendre leur force de travail à un meilleur prix, à obtenir des

améliorations de leur conditions de travail...). Mais les intérêts essentiels du prolétariat ne peuvent être satisfaits que par des transformations politiques radicales, or LO semble avoir oublié que c'est aux révolutionnaires – non aux syndicats – qu'il appartient de donner des perspectives politiques aux masses, de poser la question du pouvoir des travailleurs ;

- jamais les directions syndicales n' « organiseront vraiment une lutte d'ensemble », il est absurde et réactionnaire de répandre des illusions en ce sens ! Ces directions s'attachent, au contraire, à éviter toute convergence des luttes, et elles ne s'en cachent même pas ! François Chérèque déclarait ainsi dans une interview au *Monde* le 29 mai 2008: « Avec ce texte [sur les 35 heures], le gouvernement nous amène à réagir simultanément sur le temps de travail et les retraites. Cela nous entraîne dans une mobilisation globalisante, ce contre quoi j'ai toujours résisté y compris dans la CFDT. » Il n'est pas possible d'être plus clair !

Le pire est que les arguments employés par les militants LO pour justifier leur soutien, éventuellement critique, aux directions syndicales (« il faut des mots d'ordre qui 'parlent' aux salariés, des revendications concrètes » ; « il serait contre-productif d'évoquer la question du pouvoir », etcétera) sont du même ordre que ceux que Lénine s'est employé à combattre dans son célèbre ouvrage *Que faire ?* En voici quelques extraits, malheureusement plus que jamais d'actualité :

« C'est pourquoi il nous faut principalement élever les ouvriers au niveau des révolutionnaires et non nous abaisser nous-mêmes au niveau de la masse ouvrière, comme le veulent les économistes, comme le veut la Svoboda (qui, sous ce rapport, se hausse au deuxième degré de la "pédagogie" économiste). Loin de moi la pensée de nier la nécessité d'une littérature populaire pour les ouvriers, et d'une autre particulièrement populaire (mais non vulgaire, bien entendu), pour les ouvriers les plus arriérés. Mais ce qui me révolte, c'est cette tendance continuelle à coller la pédagogie aux questions de politique, aux questions d'organisation. Car enfin, messieurs les champions de "l'ouvrier moyen", au fond vous insultez plutôt l'ouvrier à vouloir toujours vous pencher vers lui avant de lui parler de politique ouvrière ou d'organisation ouvrière. Redressez-vous donc pour parler de choses sérieuses, et laissez la pédagogie aux pédagogues, et non aux politiques et aux organisateurs !

[...] nous commettons une faute en ne poussant pas assez les ouvriers sur cette voie commune à eux et aux "intellectuels", de l'apprentissage révolutionnaire professionnel, en les tirant trop souvent en arrière par nos discours stupides sur ce qui est "accessible" à la masse ouvrière, aux "ouvriers moyens", etc.

Sous ce rapport aussi, l'étroitesse du travail d'organisation est en connexion indéniable, intime (bien que l'immense majorité des "économistes" et des praticiens débutants n'en aient pas conscience) avec le rétrécissement de notre théorie et de nos tâches politiques. Le culte de la spontanéité fait que nous craignons de nous écarter même d'un pas de ce qui est "accessible" à la masse; de nous élever trop au-dessus de la simple satisfaction de ses besoins directs et immédiats. Ne craignez rien, messieurs ! Souvenez-vous qu'en matière d'organisation, nous sommes si bas qu'il est absurde même de penser que nous puissions nous élever trop haut ! »

➤ LO défend un des piliers de l'État bourgeois : la Police

Dans *L'État et la révolution*, Lénine écrivait : « *L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat* ». Cette vérité élémentaire, les « révolutionnaires » de LO semblent l'avoir oublié, eux qui prennent position en faveur de la « police de proximité » (c'est-à-dire en faveur du quadrillage des quartiers populaires par les forces de l'ordre) et se solidarisent avec les policiers mécontents de leurs salaires. Pourtant, les policiers, les gendarmes et les militaires sont les chiens de garde de la bourgeoisie, les derniers remparts qui retiennent ce système économique vermoulu de s'effondrer. Les révolutionnaires n'ont pas à se soucier du fait que flics et militaires soient plus ou moins bien payés ou plus ou moins « de proximité ». Nous nions toute légitimité à *l'existence même* de ces corps armés. A ceux qui, pour justifier leur soutien à ce pilier de l'Etat bourgeois, disent que les flics sont des « travailleurs », nous répondrons par ces quelques faits récents:

- 17 juin 2007 : Lamine Dieng décède entre les mains de la Police Nationale à Paris XXème
- 1^{er} juillet 2007 : un adolescent est tué par une voiture de police qui roulait à vive allure et venait de griller un feu rouge
- 9 août 2007 : un enfant russe (sans-papier) de 12 ans est grièvement blessé en tentant de fuir la police
- 6 octobre 2007 : une chinoise sans-papier se tue en essayant de fuir la police
- 6 novembre 2007 : à Marseille, un africain sans-papier se défenestre pour tenter de fuir la police
- novembre 2007 : deux adolescents (un marocain et un sénégalais) sont tués lors d'une collision entre leur mini-moto et un véhicule de police (qui roulait trop vite) à Villiers-le-Bel
- 3 février 2008 : un serveur dans un restaurant de Franconville (Val d'Oise) est très grièvement blessé par un policier (saoul) qui lui a tiré une balle dans le dos (la victime est désormais tétraplégique)
- 11 mars 2008 : un homme est blessé par deux policiers de la BAC à Deauville
- avril 2008 : un malien sans-papier meurt à Joinville-le-Pont alors qu'il était poursuivi par la police : dans la version officielle, il s'est « noyé » dans la Marne (mais Michael Cohen et Fetih Traoré étaient eux aussi mort « noyés » à cet endroit en 2004 et 2006, alors qu'ils étaient eux aussi « poursuivis » par la police)
- mai 2008 : à Grasse, Abdelakim Ajimi meurt étranglé par des policiers
- 23 mai 2008 : Joseph Gerdner, un homme de 27 ans appartenant à la communauté des gens du voyage, est abattu de trois balles par un gendarme alors qu'il tentait – menotté – de s'enfuir
- 29 mai 2008 : trois hommes sont blessés par balle, dont un très grièvement au dos, par deux policiers (ivres) de la police des réseaux ferrés
- fin juin : un homme est abattu par la police à Corbeil-Essonnes (il menaçait les policiers avec un faux pistolet)

... Curieux « travailleurs » que ces hommes en armes dont la fonction première est de réprimer la population pauvre – et tout particulièrement sa composante étrangère (ou d'origine étrangère)! Et nous nous en tenons ici à des faits récents... Pour convaincre nos camarades révolutionnaires que les flics sont résolument de l'autre côté de la barricade, est-il vraiment besoin de rappeler la chasse aux Juifs, aux communistes et à tous les dissidents sous l'Occupation, Charonne, les centaines d'Algériens assassinés par la flicaille le 17 Octobre 1961, Malik Oussekine et les centaines d'autres – victimes non pas des « bavures » [4] de la police, mais de l'existence même de celle-ci?

D'ailleurs, LO ne s'arrête pas en si bon chemin et demande également au gouvernement de recruter plus de matons [5] (qu'elle appelle, par euphémisme, « gardiens » voire « personnel encadrant »!). A quand des articles dans *Lutte Ouvrière* demandant des créations d'emplois dans les paras, dans la Légion étrangère ou au GIGN?. Cette déclaration vient d'ailleurs après d'autres prônant un retour à plus de police de proximité pour sécuriser davantage les quartiers populaires : « des policiers connaissant les habitants et connus par eux, s'efforçant de se faire admettre par eux et par les jeunes des quartiers [pourquoi les jeunes sont-ils considérés comme une « race » à part, déformation de droite pour qui « jeune » signifie jeune délinquant – étranger, de préférence ?] seraient plus efficaces pour régler les problèmes, désamorcer les conflits avant qu'ils ne se transforment en affrontements » [6] Les flics de proximité seraient-ils par hasard plus efficaces qu'une réelle lutte des travailleurs pour la prise du pouvoir ? Sinon pourquoi faire une différence entre la police de proximité et la police tout court, alors qu'il est question d'un même corps de personnes armées par les capitalistes pour faire respecter l'ordre bourgeois?

Cette position peut sembler absurde à quiconque ne connaît pas le manque de perspectives politiques de LO. Comment peut-on se dire révolutionnaire et défendre la police (qu'elle se trouve à proximité ou dans les prisons) ? La réponse est simple : LO essaie de revaloriser le travail qu'a fait la gauche à l'époque où elle était encore au pouvoir. En effet, c'est elle qui a instauré la police de proximité, ainsi qu'un certain nombre de lois interdisant, par exemple, de se réunir dans les cages d'escaliers... Face à l'offensive de la droite, LO ne trouve rien de mieux à faire que d'essayer de cautionner une gauche responsable autant sinon plus que la droite de la situation critique dans laquelle se trouvent à présent les travailleurs. C'est un signe flagrant que LO n'a jamais eu d'autre perspective que d'être à la gauche de la gauche et que ce n'est pas un parti révolutionnaire : un tel parti ne soutiendrait jamais un parti de « gauche » qui a mené une politique de droite toutes les années qu'il a été au pouvoir. Si les militants de LO avaient lu Trotsky, ils sauraient que « *la politique conciliatrice des 'Fronts populaires' voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. [...] Seul le renversement du capitalisme peut ouvrir une issue.* »

➤ LO et l'Union Européenne : des prises de positions ambiguës

**Le non positionnement de LO par rapport à l'Union Européenne*

LO n'est pas même capable d'avoir un positionnement clair vis-à-vis de la prétendue « construction européenne » (en fait, rien ne se construit si ce n'est une gigantesque dictature bureaucratique, avec même de vagues relents de théocratie). LO n'a pas appelé à voter NON lors du référendum sur le traité de Maastricht en 1992. Ceci est d'autant plus dommage que le OUI ne l'a emporté que de très peu : un appel au vote NON d'Arlette Laguiller aurait peut-être permis au NON d'obtenir les quelques centaines de milliers de voix qui lui manquaient pour l'emporter (et d'infliger par la même occasion un cinglant désaveu à la politique de Mitterrand).

En 2005, LO a, certes, appelé à voter NON au Traité Constitutionnel Européen (TCE), mais avec des arguments parfaitement opportunistes : pour se justifier auprès des militants de la Fraction qui prônaient l'abstention, LO a mis en avant le fait que, dans les usines, il y avait une forte pression en faveur du NON (sur ce point, on les croit volontiers puisque même les instituts de sondage aux ordres du patronat ont du reconnaître qu'un vote de classe s'était exprimé le 29 Mai 2005 : environ 80% des ouvriers sont allés voter, et environ 80% ont voté NON). Il fallait bien sûr appeler à voter NON... mais sûrement pas au motif (suiviste) que c'est ainsi que les ouvriers allaient majoritairement voter ! Et qu'aurait fait LO si les ouvriers semblaient majoritairement s'apprêter à voter OUI à la dictature européiste ? Les auraient-ils suivis, là aussi ?

L'absence de positionnement clair de LO vis-à-vis de l'Union Européenne transparaissait encore dans un récent article de *Lutte de classe*, intitulé « *Leur Union européenne à l'heure du non de l'Irlande et de la présidence française* » [7]. Tout l'article tourne autour du fait que la bourgeoisie n'arrive pas à unifier politiquement l'Europe (en quoi cela concerne le prolétariat ?). A de nombreuses reprises, les difficultés rencontrées par l'UE sont mentionnées, mais nul part il n'est écrit que les exploités ont toutes les raisons de se réjouir du mauvais fonctionnement des très réactionnaires institutions européennes... LO donne même l'impression qu'ils devraient craindre de tels dysfonctionnements ! L'auteur de l'article ne prend pas position vis-à-vis du référendum irlandais : il n'exprime absolument pas sa satisfaction suite à la victoire du NON, et se garde bien de constater qu'un vote de classe s'est exprimé [8]. Quant à l'euro, il est présenté sans grandes nuances comme une « *avancée* » (ah bon ???). L'auteur de cet article semble en fait parler comme un « conseiller du prince » :

- il déplore que le maintien de la règle de l'unanimité « *menace de bloquer tout le système [européen]* » (en quoi serait-il grave que les institutions européennes soient bloquées ?)
- il déplore également que les Etats membres refusent de consacrer une part plus importante de leur PIB au financement de l'UE malgré le fait que « *leurs trusts auraient finalement été parmi les principaux bénéficiaires d'un accroissement du budget européen* » (pauvres bourgeoisies qui agissent contre leurs propres intérêts ! Doit-on les plaindre ?)
- il s'inquiète de savoir comment Sarkozy procédera pour modifier la Politique Agricole Commune (PAC) : « *Comment procédera Sarkozy, qui a déclaré qu'il allait faire de la question de la PAC une des priorités de la présidence française ? On le verra bien.* »
- il affirme que « *cela fait plus d'un demi-siècle que, d'avancées en reculs, ladite 'construction*

européenne' piétine sans que personne ne sache vers quoi elle se dirige, et si même elle a une direction »... une manière comme une autre de ne pas dire que les artisans de l'UE – les membres nommés de la Commission Européenne et les ministres composant le Conseil de l'Union Européenne – sont des réactionnaires et anticommunistes primaires patentés (doublés pour certains d'intégristes religieux) qui savent parfaitement où ils vont : vers la destruction de tout ce que la classe ouvrière a arraché de droits sociaux depuis le 19^{ème} siècle

- il estime que « la bourgeoisie, **même quand ses intérêts le nécessiteraient**, est congénitalement incapable [de se situer dans une perspective mondiale] ». Tant de prévenance envers la bourgeoisie, c'en est presque touchant !

...Le moins qu'on puisse dire est que cet article n'a rien de révolutionnaire : à aucune reprise il ne se place ouvertement du point de vue des exploités (les mots « ouvrier », « classe ouvrière », « prolétariat », « socialisme », « communisme » ne figurent pas une seule fois dans l'article !) ni ne leur offre une perspective politique (par exemple : le combat contre les institutions de l'UE et de la V^{ème} République, avec pour objectif l'instauration du socialisme). En fait, cet article est tellement confus qu'une fois sa lecture achevée, on ignore toujours si LO est pour ou contre l'Union Européenne !

En réalité, LO (comme la LCR, d'ailleurs) ne s'est jamais prononcé ouvertement pour la rupture avec l'Union Européenne et toutes les institutions qui lui sont liées. Ce faisant, elle laisse à penser que la « construction européenne » aurait été « dévoyée », qu'elle aurait « dévié » par accident, mais qu'une « Europe sociale » est possible... Ce n'est évidemment pas le cas ! Il suffit pour s'en convaincre de regarder qui étaient les pères fondateurs de l'Europe :

- Jean Monnet (1888-1979) : français, a été un des créateurs de la Société des Nations (que Lénine qualifiait de « repère de brigands »...), s'est enrichi en faisant du trafic d'alcool lors de la prohibition aux Etats-Unis, a été le directeur d'une grande banque américaine et un des conseillers du dirigeant chinois Tchang Kai-chek ; partisan d'une fusion de la France et du Royaume-Uni en un seul pays, grand défenseur de la Communauté Européenne (dite) de Défense (CED) ; dans ses écrits, il concevait explicitement la « construction européenne » comme un moyen de déposséder les peuples d'Europe de leur (très relative!) souveraineté;

- Konrad Adenauer (1876-1967) : de droite, nommé (!) maire de Cologne par l'administration militaire américaine au sortir de la Seconde Guerre mondiale ; chancelier fédéral de la RFA de 1949 à 1963 et partisan d'une coopération militaire entre les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest, il a intégré l'Allemagne dans l'OTAN en 1955;

- Walter Hallstein (1901-1982) : Allemand, officier de l'armée hitlérienne durant la Seconde Guerre mondiale, il est fait prisonnier par les Alliés ; après la guerre, il s'engage à droite (dans la CDU) ; on lui doit la doctrine Hallstein (désignation de l'Allemagne de l'Est comme « zone soviétique d'occupation » et rupture des relations diplomatiques avec les États qui reconnaissent la RDA) ; en 1958, il devient le premier président de la Commission Européenne;

- Alcide de Gasperi (1881-1954) : Autrichien d'origine italienne, il a été le directeur du journal *Voix catholique* ; devenu Italien suite aux changements de frontières consécutifs à la Première guerre

mondiale, il est député du Parti Populaire – le parti catholique fondé par l'abbé Luigi Sturzo ; il est nommé ministre sans portefeuille puis ministre des Affaires étrangères en 1944 et se bat dans les années 50 pour la mise en place de la « Communauté Européenne de Défense »;

- Robert Schuman (1886-1963) : Luxembourgeois/Français, lorsque l'Alsace-Lorraine revient à la France suite à la Première Guerre mondiale, il milite pour le maintien du Concordat ; en tant que parlementaire, le 10 juillet 1940, il vote les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain ; au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il est Président du Conseil (MRP, de droite) ; il a été le grand négociateur du traité instaurant l'OTAN ; un procès en béatification de Robert Schuman a été ouvert par l'Église catholique;

- Paul-Henri Spaak (1899-1972) : belge, social-démocrate, président de l'Assemblée générale des Nations-Unies dès 1946, président de l'assemblée parlementaire de la CECA de 1952 à 1954 et secrétaire général de l'OTAN de 1957 à 1961 ; orateur éloquent, on lui doit de nombreuses diatribes contre l'Union Soviétique (dont celle de 1947 à l'assemblée générale des Nations Unies, passée à la postérité sous le nom de « discours de la peur ») et en faveur du « monde libre » (c'est-à-dire du capitalisme) ; il a défendu les traités du Benelux, de l'OTAN, du Conseil de l'Europe, de la CECA, de la CED, de la CEE et de l'Euratom.

... A toutes fins utiles, voici ce que Sarkozy déclarait au sujet de l'Europe à l'occasion du conseil national de l'UMP, le 5 juillet dernier: « *La France a besoin de l'Europe et l'Europe a beaucoup apporté à notre pays. Imaginons un peu ce qu'il serait advenu de la France et de son débat politique, lorsque nous avons des ministres communistes et des dirigeants socialistes au gouvernement de la France. Heureusement qu'il y avait l'Europe pour empêcher ceux-ci d'aller jusqu'au bout de leur idéologie et de leur logique. C'est aussi cela l'Europe.* » A l'aune de ce genre de déclarations, chacun peut comprendre que croire à l'Europe sociale n'est pas plus raisonnable que de croire que la police et l'armée sont des corps de métier comme les autres.

Si la « majo » de LO semble peu hostile à l'UE, la Fraction, elle, lui est carrément favorable. Dans *Convergences révolutionnaires*, on a par exemple pu lire ceci : « *À vouloir pourtant faire rimer constitution européenne et offensive anti-ouvrière, ce sont finalement les sentiments anti-européens, voire xénophobes qu'on risque bien de remuer, sinon de susciter.* » [9]

Il ne faudrait donc établir aucun lien entre le traité constitutionnel européen – avec ses innombrables références à la « concurrence libre et non faussée », ou encore sa légalisation du recours à la peine de mort en cas d'émeute ou d'insurrection [10] – et l'offensive anti-ouvrière de la bourgeoisie ? Et pourquoi opérer un amalgame entre des sentiments anti-européens – tout à fait légitimes, puisque l'UE est une institution faite uniquement par et pour les capitalistes – et des sentiments xénophobes ?

Plus explicite encore, cet autre extrait de *Convergences révolutionnaires* : « *Dire Non à Chirac, Raffarin et toute leur bande est vraiment la seule raison qui pourrait faire changer une opinion qui aujourd'hui, selon les sondages, soit serait plutôt pour le Oui (parce qu'à juste raison ses sentiments la portent à être favorable à l'Europe, objet officiel de ce référendum), soit surtout se contre-fiche du référendum en écrasante majorité. Point besoin d'ailleurs des sondages, il suffit d'interroger ses collègues de travail ou ses voisins sur ce qu'ils pensent du référendum. Du quoi... ?* » [11] L'« opinion » (concept aclassiste) aurait donc raison d'être favorable à l'Europe !

Une telle assertion aurait mérité d'être étayée par des arguments. Le reste de l'analyse est du même niveau : la seule raison valable de voter non serait, selon l'article, le rejet du gouvernement Chirac-Raffarin... Donc le contenu réactionnaire du traité constitutionnel européen ne serait pas, en lui-même, une raison suffisante pour voter NON ? La victoire du OUI qui est prédite... a en fait été une victoire du NON par plus de 54% des suffrages exprimés et près de 3 millions de voix d'avance sur le OUI. Enfin, il faut vraiment que la Fraction vive repliée sur elle-même, sans lien avec les salariés, pour oser écrire dans sa presse que la vaste majorité de l' « opinion » se fichait du référendum. Comment expliquer, alors, les salles archi-combles dans tout le pays, lors des diverses réunions des partisans du « NON de gauche » ? Comment expliquer la participation au référendum qui frôlait les 70%, et les dépassait même chez les ouvriers ?

Last but not least, dans sa tribune dans le *Lutte de classe* précédant le référendum sur le Traité Constitutionnel Européen, la Fraction écrivait ceci : « *mêmes parmi les travailleurs, les revendications sociales conscientes se mêlent à bien d'autres sentiments, parfois bien réactionnaires : peur de l'Europe, peur des délocalisations, peur de la concurrence des travailleurs étrangers, voire relents xénophobes ou racistes.* » [12] La peur de l'Europe, cette institution capitaliste, serait donc « réactionnaire » ! De même la peur de se retrouver au chômage, parce que le patron a préféré déplacer sa production dans un pays où les salariés n'ont pas le droit de grève et sont payés dix fois moins qu'en France ! Il est certes plus facile de mépriser une opinion – pourtant justifiée – partagée par des millions de salariés, que d'engager concrètement le combat contre les institutions européennes et les délocalisations.

**Un peu d'analyse politique : le vrai but de l'Union Européenne*

Pour ceux qui ne s'en souviendraient pas, l'Union Européenne (et toutes ses étapes intermédiaires, comme la CE, la CEE, les divers accords sur le charbon et l'acier) a été créée par la bourgeoisie des pays capitalistes afin de contrer l'influence du communisme. En effet il faut se souvenir que les différents P « C » se trouvèrent à cette époque dans un rapport de force sans précédent avec la bourgeoisie, car ils avaient pris une part très active à la lutte contre les occupants. De fait, c'est uniquement à cause des accords que la bureaucratie stalinienne fit avec les dirigeants des pays capitalistes que les communistes ne prirent pas le pouvoir. C'est dans cette période où les résistants communistes n'avaient pas tous rendu leurs fusils (en France, ils ne les rendirent qu'en 1947) qu'ont été arrachées les réformes sur lesquelles l'Union Européenne veut revenir à présent (la création d'une couverture de santé universelle, d'un système de retraite solidaire, la réglementation du travail et du salaire, le plafonnement des prix de certaines denrées de première nécessité, etc.).

Cette entreprise a pris de l'ampleur à la fin de la 2^{ème} boucherie mondiale, lorsque que les dirigeants des États-Unis ont décidé de créer un marché européen, pour exporter leurs capitaux, et éviter le renforcement du bloc soviétique. C'est ainsi qu'ils ont lancé le plan Marshall.

L'UE est un outil redoutable pour étendre le fonctionnement capitaliste : en effet les décisions sont prises par les représentants des bourgeoisies des différents États membres qui, lorsque la population se plaint, peuvent répondre. « Ce n'est pas de notre faute ! C'est la faute à l'UE ! »

C'est ainsi que les mesures de libéralisation se sont multipliées au fur et à mesure que cet outil s'est renforcé : contre-réforme des retraites (une des conditions pour que la Roumanie adhère à l'Union Européenne était qu'elle recule l'âge des retraites... au point que celui-ci est maintenant

supérieur à l'espérance de vie), privatisation des services publics (postes, universités, transport...), destruction de la couverture de santé universelle...

Le but d'un parti qui défend la classe ouvrière est bel et bien de détruire l'Union Européenne en tant qu'outil du capitalisme, au même titre que le FMI, l'OMC, l'OTAN, etcétera... mais aussi de bien se démarquer des nationalistes en proposant une union des peuples d'Europe qui reposerait sur une économie socialiste, tels les « Etats Socialistes d'Europe » proposés par Trotsky. Ce serait une première étape vers le développement d'une économie mondialisée aux services du prolétariat et non pas tournée contre lui.

➤ Un sujet tabou : la prise du pouvoir par le prolétariat

La question du pouvoir est taboue à LO. Il peut paraître paradoxal que la prise de pouvoir soit un sujet qui n'a pas droit de cité au sein d'une organisation censée être d'extrême-gauche. Mais puisque les militants de LO sont démoralisés et ne croient pas en la possibilité d'une révolution prolétarienne, ils ont toutes les chances de recruter des personnes qui sont dans le même état d'esprit qu'eux. Et comme l'organisation fonctionne en vase clos, ses membres finissent par considérer que leur résignation est partagée par l'ensemble des salariés (ce qui n'est heureusement pas le cas).

Dans les éditos du journal *Lutte Ouvrière*, Arlette Laguiller mentionne souvent la nécessité d'un nouveau « Mai 68 » ou « Juin 1936 ». Ces références sont pour le moins étonnantes puisque Mai 68 et Juin 1936 sont deux grandes grèves ouvrières dont la bourgeoisie est sortie saine et sauve (hélas !) grâce au soutien des bureaucraties syndicales, des « socialistes » et des staliniens. Quitte à présenter aux exploités un « modèle » d'irruption des masses dans la sphère politique (ce qui, en soi, est une bonne idée), pourquoi ne pas avoir choisi Octobre 1917 – dont on ne trouve guère de trace dans les éditos d'Arlette Laguiller ? Sans doute parce que cette référence à un des rares cas de où le prolétariat a *pris le pouvoir* ne « collerait » pas avec la ligne politique défendue par l'organisation : demander aux travailleurs de faire pression sur la bourgeoisie pour que celle-ci « *participe à l'effort nécessaire pour rétablir les inégalités les plus criantes* » [13]... mais ne pas faire ouvertement référence à l'objectif de l'abolition du salariat... donc du patronat ! Notons-le d'ailleurs: il est absurde de croire qu'il est possible de mettre en danger le capitalisme en se cantonnant à des revendications salariales, puisque le patronat n'accordera de toute façon aux salariés que l'augmentation nécessaire aux syndicats pour démontrer qu'ils servent encore à quelque chose... et que les syndicats n'exigeront du patronat que des sommes qui ne mettent pas en danger le système économique basé sur la propriété privée des moyens de production (dont ils sont les profiteurs en second).

Lorsqu'on évoque avec un militant de la Fraction la timidité – c'est un euphémisme – des mots d'ordre de LO, une réponse revient comme un leitmotiv : « Mais tu comprends, si on parle de prise du pouvoir aux travailleurs, on va les effrayer... » Qu'en savent les camarades? Et que font-ils de cette célèbre formule extraite du Manifeste du Parti communiste : « *Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé.* » ? Cette formule aurait-elle, pour quelque obscure raison,

perdu de sa validité ? En réalité, la croyance selon laquelle on apeurerait les masses si on leur parlait de communisme ou de révolution n'a rien d'empirique : elle se base sur une fausse idée reçue – celle selon laquelle le degré de conscience des travailleurs est en dessous de zéro.

Certes, nous en convenons volontiers, à l'heure actuelle, tous les salariés, tant s'en faut, ne considèrent pas la révolution prolétarienne mondiale comme LA solution à leurs problèmes... et c'est le contraire qui serait surprenant, puisque les militants d'extrême-gauche ne leur en parlent jamais ! Mais de là à considérer qu'ils sont inaptes à comprendre le lien entre la survie du système capitaliste (qui a épuisé toutes ses ressources) et la baisse de leur pouvoir d'achat, le chômage, la précarité, les délocalisations, etc., il y a un fossé !

Il est vrai que les militants doivent savoir adapter leur discours au degré de conscience des personnes avec qui ils discutent (en évitant toutefois de sombrer dans l'opportunisme) et qu'avec certaines d'entre elles, il serait contre-productif de parler de prime abord de prise du pouvoir, de violence révolutionnaire ou de dictature du prolétariat. Mais est-il vraiment impossible d'expliquer au plus grand nombre pourquoi nous autres communistes révolutionnaires voulons en finir avec la propriété privée des moyens de production ? Pour faire simple, il faut rappeler que le capitalisme est un système fondamentalement illégitime puisqu'il repose sur le principe inégalitaire d'une division hiérarchique entre ceux et celles qui dirigent la production (les patrons, les exploités) et ceux et celles qui produisent les biens (les salariés, les exploités). De plus, dans le cadre de ce système économique, les investisseurs et les propriétaires gèrent seuls la production et les profits, alors que les travailleurs leur sont subordonnés et doivent se soumettre à leur décision ou démissionner pour se trouver un nouvel emploi où ils seront à nouveau soumis à la volonté de supérieurs hiérarchiques. Enfin, le capitalisme repose sur les principes de la propriété privée des moyens de production et de la recherche du profit au détriment des besoins essentiels de milliards d'individus.

Sur son site « Lutte de classes » (<http://www.meltl.com/>), Jean-Claude Tardieu proposait récemment une manière simple de faire comprendre aux salariés que le capitalisme était leur véritable ennemi :

- partir d'une revendication économique ou sociale (par exemple la lutte contre les suppressions de postes dans l'Éducation nationale, contre les franchises médicales, contre la fermeture des hôpitaux...)

- expliquer le lien qui existe entre cette revendication et l'attaque correspondante du gouvernement qui est rendue nécessaire par le développement du capitalisme (et rappeler en des termes simples que les patrons et les actionnaires sont des parasites : ils ont besoin de nous tandis que nous n'avons pas besoin d'eux)

- montrer comment cette attaque du gouvernement s'organise sur le plan politique, au niveau des institutions (c'est l'occasion de désigner comme *cibles* le Président de la République, le gouvernement et le parlement) et préciser que cette attaque du gouvernement (et toutes les autres) a d'autant plus de chances d'être couronnée de succès qu'elle est soutenue par le Parti Socialiste et les directions syndicales

- pour finir, souligner le fait que le capitalisme, le gouvernement et les institutions sont des obstacles à la satisfaction de ladite revendication économique ou sociale, qu'il faudra donc que les travailleurs les renversent et prennent les choses en main (pour reprendre les mots de Trotsky dans le *Programme de transition* : « chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque

revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'État bourgeois.(...) les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent - et cela se produit à chaque pas »).

... Il ne s'agit pas d'une « recette miracle ». Et, aussi simple que cette argumentation puisse paraître, elle ne parviendra pas à convaincre tous les travailleurs... Mais, à tout prendre, n'est-elle pas largement préférable aux arguties de LO sur les thèmes « réglémentons les délocalisations » ou « rétablissons, un peu, l'équilibre entre la classe capitaliste et les travailleurs » (*Ibid.*) ? En effet, de tels mots d'ordres ne peuvent que renforcer les illusions réformistes des exploités, en leur suggérant qu'un retour au capitalisme « régulé » de l'après-guerre est possible et souhaitable – alors qu'il n'est ni l'un ni l'autre.

Même du point de vue qui intéresse le plus l'organisation – le point de vue électoral – ces arguties s'avèrent désastreuses . Car il est indéniable que LO a fait, lors des présidentielles de 2007, une campagne nettement plus à droite que celle de 2002. LO a d'ailleurs avoué, au sujet de son programme, qu'il « *n'a rien de révolutionnaire en ce sens qu'il ne prévoit ni l'expropriation du capital, ni la transformation de la propriété privée de l'ensemble des grandes entreprises en propriété collective, en propriété d'Etat. [...] **Il ne s'agit même pas d'un partage des richesses** »* (cf. le supplément au numéro 2018 du journal *Lutte Ouvrière*)... Et il est tout aussi indéniable qu'Arlette Laguiller a divisé par 4 le nombre de voix obtenues en 2007 par rapport à la présidentielle précédente!

➤ Les contradictions dans le recrutement

**Un parti de travailleurs ou d'étudiants et de lycéens ?*

La Fraction comme LO se présentent comme des organisations politiques censées devenir un parti qui défend la classe des travailleurs et les mènera vers la révolution.

Le problème c'est que le mode de recrutement de l'organisation ne convient qu'aux lycéens, aux étudiants et aux travailleurs au chômage : donc à des personnes peu actives. Les personnes ayant moins d'heures de travail à faire, ayant un salaire correct (professeurs agrégés ou ingénieurs par exemple, profs) et ayant des loisirs sont les plus à même de militer à LO/la Fraction.

En effet les topos, les discussions, les stages de lectures et l'énorme quantité de livres qu'il faut lire, sans compter les diverses réunions organisées à la fac, font que la frange la plus exploitée du prolétariat ne peut que difficilement participer aux activités car elles nécessitent du temps qu'elle n'a pas.

La première contradiction réside donc dans le fait que cette organisation est censée s'adresser avant tout aux travailleurs, mais que seuls les étudiants et les lycéens ont une chance de pouvoir se former selon ses principes.

La deuxième contradiction tient au discours que la Fraction adresse à ses recrues : « les étudiants et les lycéens sont des petits bourgeois, vous ne devez vous intéresser qu'aux travailleurs ». C'est une erreur de considérer les étudiants et les lycéens comme une fraction de la petite bourgeoisie, alors que la vaste majorité des actuels lycéens et étudiants rejoindra dans quelques années les rangs du salariat (quand elle ne les a pas déjà rejoints). S'il est vrai que beaucoup d'étudiants aspirent à la petite bourgeoisie, beaucoup n'y parviendront pas et la majorité d'entre eux est loin de vivre dans un confort petit bourgeois : la population étudiante est aussi

travailleuse à 70%, 21% d'entre eux sont boursiers sur critères sociaux, 100 000 d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté. De plus en plus des lycéens travaillent eux aussi simplement parce que leur famille ne peut pas les entretenir. C'est sans doute pourquoi, par exemple, pendant les coordinations nationales étudiantes, « l'allocation d'autonomie pour tout les étudiants », « la gratuité des transports » sont des slogans qui reviennent souvent. Les slogans des coordinations étudiantes n'ont parfois rien à envier à ceux de l'extrême gauche : régularisation de tous les sans papiers, des logements pour tous, une meilleure couverture de santé, la gratuité et la non sélection dans l'enseignement. Ce qu'ils défendent ne peut pas être qualifié de petit-bourgeois, mais au contraire de favorable aux travailleurs. Ce que la Fraction et LO oublie, c'est que la démocratisation du baccalauréat (c'est-à-dire la possibilité pour les gens n'appartenant pas à la bourgeoisie de l'obtenir) et de la possibilité de poursuivre des études supérieures sont le fruit de la lutte des travailleurs (les premières cités U ont été construites sous le Front Populaire à la suite des grandes grèves ouvrières, le COS a été créé dans l'après-guerre moment où la classe ouvrière a eu un rapport de force suffisant pour faire lâcher du lest à la bourgeoisie) et **mépriser cet acquis revient aussi à mépriser les acquis de la classe ouvrière et surtout à laisser aux « réformistes » les mains libres pour le détruire.**

**Le suivisme de LO et la Fraction par rapport aux organisations étudiantes dans les mouvements étudiants*

Pendant la première AG de la LRU à Rennes 2, un étudiant gréviste a proposé qu'au lieu de demander seulement le retrait de la LRU, on demande le retrait du processus de Bologne, responsable de la vague de privatisation des universités dans tous les pays de l'Union Européenne. La majorité des étudiants présents se rangèrent à cette proposition. Le soir même tous les « organisés » faisaient une petite réunion au cours de laquelle ils décidaient ensemble de faire en sorte de changer le mot d'ordre adopté par l'AG et de le remplacer par un mot d'ordre plus consensuel: « le retrait de la LRU ». La Fraction faisait partie de cette réunion secrète, elle approuva ce changement de mot d'ordre et aussi la manière dont il fut adopté, c'est-à-dire de la manière la plus anti-démocratique qui soit. La raison était que si les étudiants ne connaissaient pas ce qu'était la LRU, ils ne pourraient sûrement pas comprendre ce qu'était le processus de Bologne qui en était à l'origine. L'attitude de la Fraction a été en totale opposition avec la politique qu'elle prétend défendre.

- En agissant ainsi, la Fraction s'est rangé à la décision des syndicats (dont l'UNEF, qui était favorable à la LRU) qui voulaient une réduction de la plate-forme de revendication sous prétexte qu'elle serait ainsi plus audible, c'est souvent l'argument des syndicats quand ils veulent éviter qu'un mouvement ne s'étende.
- Ils ont une fois de plus sous-estimé les gens à qui ils devaient s'adresser, en méprisant leur décision sous prétexte qu'elle n'était pas assez « réaliste ».
- Ils se sont fixé une limite politique énorme, parce que politiquement il était bien sûr plus intéressant de demander le retrait du processus de Bologne que le retrait de la LRU. Du moins pour une organisation communiste internationaliste et révolutionnaire.
- Rappelons qu'officiellement LO et la Fraction ont pour modèle de fonctionnement les soviets ou conseils ouvriers, et que pendant tous les mouvements de grève ils militent pour la mise en place de comités de grève élus qui agiraient indépendamment des syndicats. Deux questions se posent : **à quoi sert cette revendication si les décisions votées en AG sont par la suite sabordées au cours de réunions informelles?** Et comment peut-on sérieusement croire que cette organisation qui n'a pas respecté l'avis de 250 personnes réunies en AG acceptera de laisser le pouvoir à 30 millions de travailleurs ?

...Il se trouve qu'en fin de compte **la LRU n'a même pas été retirée**, ce qui prouve que **réduire la plate-forme n'est pas du tout une garantie du succès d'une grève** – c'est peut-être

même le contraire.

Mais cette attitude correspond au manque de discours politique de l'organisation en de pareilles circonstances. **Leur seul but en participant à un mouvement étudiant, c'est de pouvoir se faire des « contacts »**, le reste ne les intéresse pas, au fond, puis qu'ils semblent penser que seule la révolution (qu'ils ne font rien pour préparer) réglera tous les problèmes. Ces pratiques s'apparentent à du PARASITISME : les militants de la Fraction se servent des mouvement de grève pour « recruter » beaucoup plus que pour faire rejaillir au centre des débats la question de la Révolution. C'est à se demander s'ils ont lu le *Programme de transition*!

Un camarade déclarait que la Fraction attendrait de voir ce que donnent les futures grèves étudiantes contre la LRU, se montrait pessimiste quant aux possibilités d'extension du mouvement et affirmait qu'il espérait bien plus de choses d'un mouvement d'ensemble contre la « réforme » des retraites. Les grèves qui n'allaient sans doute pas s'étendre selon le camarade concernaient peu de temps après (c'est-à-dire la semaine précédent la coordination nationale du 25 novembre) 67 facultés, dont plus de la moitié étaient bloquées. Quant au massacre des retraites... lorsque le camarade m'a dit qu'il attendait beaucoup de la lutte contre cette « réforme », nous étions en septembre ou octobre, qu'a fait la Fraction et, plus généralement, l'extrême-gauche, pour préparer la lutte contre cette mesure scélérate ? Rien du tout ! La direction de LO a-t-elle cherché l'unité avec les autres organisations se réclamant du communisme pour préparer une riposte à cette mesure en dehors des directions syndicales traîtres (et contre elles)? Non, et la contre-réforme des retraites est passée comme une lettre à la poste, grâce au soutien apporté par les directions syndicales et le PS au gouvernement, ainsi qu'à la passivité de l'extrême-gauche ! Notons que, bien après le début du mouvement contre la LRU, un camarade n'avait toujours pas lu le texte de loi !... Ce qui indique bien à quel point les grèves contre la LRU étaient, avant tout, pour les militants de la Fraction, une bonne occasion de « recruter » !

Bien que la Fraction et LO méprisent les étudiants et les lycéens, et estiment qu'il n'est pas nécessaire de mener une politique en leur direction parce qu'ils ne sont pas des travailleurs, ils n'hésitent pas à accourir en masse dès qu'un mouvement étudiant ou lycéen se met en place. Leur principal problème est que, n'ayant pas de discours politique spécifique par rapport aux étudiants, ils sont contraints de se ranger derrière ceux qui en ont un assez audible par les médias bourgeois: nos « chers camarades » de l'UNEF.

➤ **L'absence de démocratie au sein de l'organisation**

** Le but de la clandestinité (1): protéger les militants ou justifier le manque de démocratie dans l'organisation ?*

Le parti bolchévique était un parti clandestin et, après la révolution de 1905, il ne restait plus en Russie que 65 bolchéviks tant la répression avait été dure. A l'époque, la clandestinité se justifiait. 102 ans plus tard, la Fraction continue, au nom de la crainte de la répression, d'appliquer la clandestinité « au cas où quelque chose éclaterait ».

Pourtant LO n'est pas un parti interdit, il se présente à toutes les élections possibles. Bien entendu, il ne faut pas être naïf, la répression existe bel et bien – et de plus en plus – dans cette « société démocratique » mais, dans les faits, ce ne sont pas forcément les militants de LO qui sont les plus pourchassés par le Système. En ce moment même, il y a une vague de répression contre les personnes et organismes soutenant les personnes sans-papiers ou dénonçant le système carcéral. Pendant la LRU, il y a eu une vague de répression sans précédent à l'égard des grévistes (avec, à la clé, des peines de prison prononcées par la « justice »). Lors des émeutes dans les quartiers populaires en 2005, il y a eu 2921 arrestations et 597 incarcérations (selon les chiffres du ministère de l'Intérieur) en moins de trois semaines. Il y a plus de risques de se faire virer en étant un syndicaliste combatif qu'en faisant partie de ce groupe politique. De toute façon, il ne faut pas

oublier que la grande majorité des membres de LO n'est pas dans les usines.

L'Etat bourgeois réprime prioritairement ce qui le menace, or LO et la Fraction ne menacent pas l'Etat, alors à quoi sert vraiment cette clandestinité, et qui protège-t-elle vraiment ?

En premier lieu, c'est à l'organisation que profite ce manque de transparence dans le fonctionnement. En maintenant ses membres dans une atmosphère de suspicion, de peur vis à vis de l'extérieur, elle force la confiance des militants : chaque militant doit avoir une confiance aveugle en l'organisation, et en ses membres « intégrés ». Dans ces conditions, toute question visant à mieux comprendre le fonctionnement de l'organisation reçoit cette réponse : « on ne peut pas répondre, il y va de la sécurité de l'organisation, ou de ta sécurité ». Certains militants découvrent les décisions prises par l'organisation dans la presse d'autres groupes trotskystes et trouvent cela tout à fait normal au nom de la sacro sainte clandestinité.

De même, quand un militant s'en va, les autres expliquent aux sympathisants qu'il s'est « éloigné » temporairement. Pourquoi ne pas dire clairement que ce militant a quitté l'organisation ? Par crainte d'être questionnés sur les raisons politiques de ce départ ?

Un tel mode de fonctionnement sans démocratie ni transparence permet à la Fraction de cacher son absence de boussole politique. En effet, à l'heure actuelle, les militants sont bien incapables de dire où ils se dirigent politiquement. Certains se montrent intéressés par le NPA tandis que d'autres espèrent voir leur suspension de LO levée par la majo. Tous justifient leur soutien critique à LO en disant que c'est ce qui se fait de mieux à l'extrême-gauche (peut-être ! Mais dans la mesure où 99,9% des salariés ne sont pas à LO, est-il vraiment raisonnable de s'accrocher coûte que coûte aux 0,1% restants ?). Le double discours au sujet de la majo indique lui aussi que la Fraction navigue à vue : les militants se servent de la relative notoriété de LO pour recruter puis, vis-à-vis de ceux qui commencent à être plus que sceptiques au sujet de LO, ils n'hésitent pas à prendre leurs distances avec la majo (« on ne comprend pas que tu quittes la Fraction alors que c'est contre LO que tu en as... »).

** Le but de la clandestinité (2): protéger les militants ou couvrir l'absence de politique de l'organisation ?*

Le vrai problème de la clandestinité est selon nous politique : comment cacher ce qu'on ne fait pas ? En disant qu'on ne peut pas parler de ce qu'on fait, ainsi les apparences sont sauvées et ce que ne fait pas l'organisation n'apparaît pas. En cette période, le principal but de l'organisation est de prendre éventuellement la tête de la révolution quand il y en aura une. Donc en attendant il faut surtout conserver l'organisation telle que Lénine l'avait rêvée. Par contre il ne faut pas risquer de se faire dépasser sur sa gauche par une bande de gauchistes qui viendrait mettre en question le fonctionnement de l'organisation.

Le sympathisant actif se fait très vite expliquer que, même s'il travaille autant qu'il le peut pour l'organisation (faire des campagnes, vendre des journaux...), cela ne lui permettra en aucun cas d'avoir un quelconque pouvoir de décision concernant l'orientation politique de celle-ci, tant qu'il ne sera pas intégré, ce qui – voir ci-dessous – n'est guère facile. Ainsi l'organisation se divise en trois cercles : les sympathisants, les sympathisants actifs, et les intégrés (les seuls à avoir un pouvoir de décision).

Dans son programme de transition, Trotsky expliquait qu'il fallait éduquer les masses. Or ce que font LO et sa Fraction, c'est de créer une armée entièrement soumise aux ordres de sa hiérarchie. Le contrôle de la direction par la base est donc impossible et la démocratie à l'intérieur de l'organisation aussi. Comment peut-on être crédible lorsqu'on défend les valeurs de la démocratie alors qu'on ne la pratique pas dans son propre groupe ? C'est difficile, d'où les errements politiques de LO qui ne sont jamais remis en cause par ses militants – et le sont de manière plus que mesurée par ceux de la Fraction. Ainsi, la direction peut exclure des militants par dizaines dès qu'ils font mine de désapprouver ses positions, et personne, à part ceux qui sont déjà dans le cercle des intimes (et donc d'accord), n'a rien à dire. D'ailleurs, étant donné qu'on ne les

informe pas toujours de ce qui se passe au sein de leur organisation, ils ne sont eux-mêmes pas toujours au courant. En fait, la direction n'ayant aucun compte à rendre à sa base, elle agit à sa guise.

➤L'élitisme militant

Nous référant tout simplement à la définition du dictionnaire, voici ce que nous considérons comme un militant : est militant tout membre *actif* de l'organisation. Or l'organisation est composée en grande partie de membres actifs, ne serait-ce que par le soin qu'ils prennent à s'informer toute les semaines pendant les différents topos/vidéos. Mais à LO/la Fraction, cela ne suffit pas. En effet, pour être considéré comme un « vrai » militant de l'organisation, c'est à dire avoir le droit de décider de la ligne politique, il faut :

- Acheter la presse de LO et de la Fraction
- Payer les cotisations (ce qui, après tout, est normal)
- Avoir des « contacts » (personnes avec qui on discute régulièrement de politique)
- Avoir lu la liste de livres (une centaine environ)
- Etre prêt à faire tout ce que l'organisation exigera
- Mais aussi prendre des initiatives pour faire avancer l'organisation (principalement amener beaucoup de monde à l'organisation)
- S'engager à faire passer le militantisme à LO avant tout dans sa vie, et pour toute sa vie, normalement (après si on part, tant pis).

...Sans compter bien sûr le fait que l'intégration se fait par cooptation des membres déjà intégrés, donc il est possible de remplir tous ces critères sans être pour autant accepté.

Remplir tous ces critères est assez difficile, le but étant de ne pas prendre « n'importe qui », de créer une armée pseudo-bolchévique d'élite. **Comment, étant donné cet élitisme, espérer que cette organisation sera un jour un parti de masse ?** De plus, si l'on considère que la démocratie passe par le contrôle de la direction par la base, il est clair que l'organisation n'est pas démocratique. L'organisation se justifie en se réclamant du centralisme démocratique. Cette justification est malvenue puisque, de l'aveu même d'un camarade, il n'existe pas de cadre démocratique à la Fraction (donc, *a fortiori*, à LO). De toute façon, même si l'on prend la référence au centralisme démocratique au pied de la lettre, celui-ci consiste à appliquer strictement une décision discutée au préalable par tous les membres. Or **la distinction opérée entre les « vrais » membres et les « faux » exclut la majorité des militants de la possibilité de décider de la politique de LO, et même d'assister (sans parler de participer) aux débats politiques de l'organisation.** Que penser d'une démocratie qui établit une démarcation qui ne correspond pas à la réalité ? Que penser d'une organisation qui prône la démocratie pour l'humanité, sans pour autant l'appliquer en son sein ? Est-elle crédible ? Et l'organisation doute-t-elle à ce point de la justesse de sa ligne politique qu'elle en vient à refuser tout débat sur celle-ci?

**L'appropriation des « contacts » par l'organisation*

Pour rentrer dans l'organisation il faut « recruter » (c'est bien le terme qui est utilisé) d'autres personnes (qui restent, de préférence) appelées des « contacts ». Pour ce faire, on discute le plus possible avec des « jeunes » (comme le disait un « copain » de la Fraction, les jeunes sont en effet plus malléables). Du coup, ses contacts deviennent des atouts majeurs que chaque aspirant à l'intégration essaie de garder précieusement. Le « contact » doit être préservé de tout ce qui pourrait les détourner de la voie d'Arlette : il ne faut pas parler du fonctionnement de l'organisation (si

toutefois on a la chance de le connaître), il ne faut pas risquer de se le faire piquer par une autre « boutique » politique et, si un militant s'en va pour des raisons politiques on dit que c'est provisoire, qu'il va revenir, et que, d'ailleurs, il est parti pour des raisons personnelles.

Le contact doit tout dire à son « parrain », qui le répètera au besoin au cercle pour anticiper toute « déviance ». Tout manquement à l'ordre est immédiatement relevé, et sanctionné en cas de récidive.

➤ **En guise de conclusion : pour lutter contre la dénaturation honteuse des écrits de Trotsky, quelques extraits du *Programme de Transition***

« La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. »

*« Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. **La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.** »*

*« **Le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est le caractère opportuniste de la direction du prolétariat, sa couardise petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie, les liens traîtres qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie.** »*

*« L'Internationale communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques ni de l'élévation du niveau de vie des masses; alors que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (impôts, droits de douane, inflation, "déflation", vie chère, chômage, réglementation policière des grèves, etc.); alors que chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'État bourgeois.(...) les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent - et cela se produit à chaque pas -, la IV^e Internationale met en avant un système de revendications transitoires dont le sens est de se diriger de plus en plus **ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois.** Le vieux "programme minimum" est constamment dépassé par le programme de transition dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne. »*

*« **La IV^e Internationale déclare une guerre implacable à la politique des capitalistes qui, pour une part considérable, est celle de leurs agents, les réformistes,** tendant à faire retomber sur les travailleurs tout le fardeau du militarisme, de la crise, de la désagrégation des systèmes monétaires et de tous les autres maux de l'agonie capitaliste. »*

« S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées ("progressistes"). »

« Ainsi, aux prêches geignards de messieurs les démocrates sur la dictature des "60 familles" aux États-Unis ou des "200 familles" en France, nous opposons la revendication de l'expropriation de ces 60 ou 200 féodaux capitalistes.

Exactement de même, nous revendiquons l'expropriation des compagnies monopolistes de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des plus importantes sources de matières premières, etc.

La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de "nationalisation" consiste

en ce que :

- 1) Nous repoussons le rachat;
- 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du front populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en fait les agents du capital;
- 3) *Nous appelons les masses à ne compter que sur leur propre force révolutionnaire.* »

« ... l'étatisation des banques ne donnera ces résultats favorables *que si le pouvoir d'État lui-même passe entièrement des mains des exploités aux mains des travailleurs.* »

« Engels définissait l'État comme des "détachements de gens armés". **L'ARMEMENT DU PROLÉTARIAT** est un élément constituant indispensable de sa lutte émancipatrice. »

« Au mot d'ordre des réformistes : impôt sur les bénéfices de guerre, nous opposons les mots d'ordre : **CONFISCATION DES BÉNÉFICES DE GUERRE et EXPROPRIATION DES ENTREPRISES TRAVAILLANT POUR LA GUERRE.** Là où l'industrie de guerre est "nationalisée", comme en France, le mot d'ordre du contrôle ouvrier conserve toute sa valeur : le prolétariat fait aussi peu confiance à l'État de la bourgeoisie qu'au bourgeois individuel.

- **Pas un homme, pas un sou pour le gouvernement bourgeois !**
- **Pas de programme d'armements, mais un programme de travaux d'utilité publique !**
- **Indépendance complète des organisations ouvrières à l'égard du contrôle militaire et policier !** »

« L'accusation capitale que la IV^o Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'*elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie.* »

« Les sections de la IV^o Internationale doivent s'orienter de façon critique à chaque nouvelle étape et lancer les mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissent le caractère de classe de cette politique, détruisent les illusions réformistes et pacifiques, renforcent la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparent la prise révolutionnaire du pouvoir. »

« La IV^o Internationale déclare une guerre implacable aux bureaucrates de la II^o et de la III^o Internationales, de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale anarcho-syndicaliste, de même qu'à leurs satellites centristes; au réformisme sans réformes, au démocratism allié de la Guépéou, au pacifisme sans paix, à l'anarchisme au service de la bourgeoisie, aux "révolutionnaires" qui craignent mortellement la révolution. Toutes ces organisations ne sont pas le gage de l'avenir, mais des survivances pourrissantes du passé. (...) Inadmissibles sont les méthodes qui (...) substituent à la volonté des masses la volonté des chefs, à la persuasion la contrainte, à l'analyse de la réalité, la démagogie et la falsification. Voilà pourquoi la social-démocratie, qui a prostitué le marxisme, tout comme le stalinisme, antithèse du bolchevisme, sont les ennemis mortels de la révolution prolétarienne et de sa morale.

Regarder la réalité en face; ne pas chercher la ligne de moindre résistance; appeler les choses par leur

nom; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit; ne pas craindre les obstacles; être rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes; oser, quand vient l'heure de l'action : telles sont les règles de la IV^e Internationale.

« Incapables de trouver accès aux masses, (les sectaires) les accusent volontiers d'être incapable de s'élever jusqu'aux idées révolutionnaires. (...) Dans la politique pratique, les sectaires s'unissent à chaque pas aux opportunistes, surtout aux centristes, pour lutter contre le marxisme. »

[1] Notons que cette formule « sans illusion mais sans réserve » a aussi été utilisée pour justifier le soutien de LO au P « S » lors du 2^{ème} tour des présidentielles de 2007.

[2] « Par contre, dans les cas où il y aurait un duel entre un candidat du Front National et un candidat ou du Parti Communiste ou du Parti Socialiste, il ne faut pas laisser le candidat du Front National l'emporter » (journal *Lutte Ouvrière*, 30 mai 1997).

[3] Cf. *Le Programme de transition*.

[4] C'est par cet euphémisme que l'on préfère qualifier ce qui, concernant n'importe quel citoyen, serait qualifié d'« homicide ».

[5] Voir *Lutte Ouvrière* numéro 2087.

[6] Voir, dans le numéro 2059 du 18 janvier 2008, l'article intitulé: « *Police de proximité – Volte-face!* »

[7] L'article est disponible en ligne : <http://www.union-communiste.org/?FR-archp-show-2008-1-992-4634-x.html>

[8] Un fait pourtant tellement évident que même *Associated Press* le mentionnait dans ses dépêches : « *Les résultats du référendum irlandais montraient un **clivage net** entre des électeurs les moins aisés qui ont massivement rejeté le mini-traité, et les plus favorisés qui l'ont massivement approuvé. Les zones rurales et ouvrières ont quasiment toutes rejeté le traité de Lisbonne, alors que le 'oui' a obtenu ses meilleurs résultats dans les quartiers les plus favorisés de Dublin. Dans la banlieue sud de la capitale, un secteur plutôt aisé, le "oui" a obtenu 63%. »*

[9] Source : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org/spip.php?article1121>

[10] Cf. le texte de la constitution européenne, page 170.

[11] Source : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org/spip.php?article1089>

[12] Source : tribune de la Fraction dans le *Lutte de classe* numéro 88, avril-mai 2005.

[13] Expression employée par LO dans le supplément au numéro 2018 de son journal.